

Les Echos, no. 23652
Monde, jeudi 24 février 2022 727 mots, p. 8

Europe

Des pistes pour faire converger les économies de la zone euro

GUILLAUME DE CALIGNON

Stimuler la demande des pays ayant des excédents courants, s'accorder sur les salaires minimums, exclure l'investissement public des règles budgétaires...

L'OFCE fait plusieurs propositions réunies dans une note publiée ce jeudi.

La crise pendant la pandémie puis la reprise depuis le printemps 2021 montrent que l'économie de la zone euro retrouve vite ses capacités. Le chômage est au plus bas, la production industrielle est supérieure à son niveau d'avant-crise et le PIB a déjà retrouvé son niveau d'avant la pandémie dans plusieurs pays.

Mais par le passé, la zone euro a déjà pêché les années qui ont suivi les crises. Parce que les économies européennes sont diverses et qu'elles ont souvent évolué dans des directions opposées, ce qui fragilise la zone euro dans son ensemble. C'est un des risques des prochaines années, avec l'explosion de la dette publique. Celle de la France s'est établie à 116 % du PIB au troisième trimestre 2021 contre 69,4 % en Allemagne... Et déjà, de l'autre côté du Rhin, la position se durcit vis-à-vis des pays endettés.

A l'heure où la France préside l'Union européenne, les discussions vont s'engager sur les futures règles budgétaires lors du sommet du 10 mars prochain et il va bien falloir trouver un compromis. C'est la voie qu'essaie de tracer une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) publiée ce jeudi.

Les trois problèmes de la zone euro

« La zone euro fait aujourd'hui face à trois problèmes qui créent des déséquilibres économiques. Il s'agit du déficit persistant de la balance courante de la France, désormais seul grand pays à afficher une balance négative, de l'excédent d'épargne en Allemagne et de la faible productivité de l'Italie, estime Xavier Ragot, président de l'OFCE. Le plan de relance européen peut régler en partie le problème de l'Italie, mais n'aura pas d'effet sur les deux autres qui resteront entiers. »

Les économistes de l'OFCE font une série de recommandations pour améliorer le fonctionnement de la zone euro et éviter d'autres crises. D'abord, pour eux, il faut stimuler la demande des pays qui affichent des excédents courants, ce qui signifie qu'ils produisent plus que ce qu'ils consomment en prospérant sur la demande des autres pays. Les Pays-Bas sont les champions en la matière avec un excédent courant de l'ordre de 8,4 % du PIB, suivis par l'Allemagne. La coalition au pouvoir depuis décembre à Berlin a décidé d'augmenter le salaire minimum de 25 % en octobre. C'est un premier pas, mais il faudrait aller plus loin.

« La stimulation de l'investissement public, la dynamique des salaires ou des politiques budgétaires plus accommodantes sont des outils qui devraient être discutés dans le cadre du

semestre européen », cette procédure d'analyse des déséquilibres, écrivent les auteurs de la note.

A titre d'exemple, la modération salariale allemande jusqu'en 2015 explique près de la moitié de l'écart de la performance exportatrice du pays par rapport à la France. C'est pourquoi l'OFCE milite pour que les Etats membres de la zone euro s'accordent sur des « *modalités de fixation des salaires*, notamment les salaires minimums », tout en permettant des hausses des rémunérations dans les pays du Nord, les plus compétitifs.

Le retour de la politique industrielle

L'OFCE prône aussi le retour d'une politique industrielle européenne destinée à stimuler la productivité - les mécanismes de marché et les réformes structurelles étant insuffisants. « *La difficulté de la France aujourd'hui, c'est la petite taille de son secteur exportateur. La politique de l'offre a été nécessaire, mais elle n'a certainement pas été suffisante* », selon Xavier Ragot. En clair, l'Hexagone paie la désindustrialisation au prix fort. Il est possible que certaines blessures ne puissent pas être guéries par la seule baisse des coûts du travail. Des filières ont été détruites et les savoir-faire sont partis. Il va maintenant falloir améliorer la formation des salariés, mieux accompagner les entreprises dans leur croissance...

Enfin, selon l'OFCE, il serait préférable d'exclure l'investissement public des futures règles budgétaires, comme Mario Draghi et Emmanuel Macron l'avaient sous-entendu en décembre dernier dans une tribune commune.

Surtout, les économies étant très différentes, « *l'analyse de la soutenabilité des dettes publiques devrait conduire à des recommandations différenciées par pays, et non à l'application de règles uniformes* », comme cela a été le cas jusqu'ici. Avec une embûche : il va falloir convaincre l'Europe du Nord qui, déjà, se prépare à une dure négociation.

Guillaume de Calignon